

Chirac-Jospin : vers un combat sans merci

Les attaques en règle du président contre la politique du gouvernement mettent fin à l'illusion d'une cohabitation policée. Elles promettent une campagne présidentielle agressive. Sur les affaires, François Hollande réclame la "tolérance zéro" envers le chef de l'Etat.

LA GUERRE. Frontale, brutale, totale. Samedi 14 juillet, Jacques Chirac a ouvert les hostilités contre Lionel Jospin. Acculé par les juges, menacé par les affaires, le président de la République a choisi la diversion, en déclarant ouverte la campagne présidentielle. Tous les registres ont été utilisés : la mise en pièces méthodique de la politique gouvernementale dans les domaines de la sécurité et de la politique économique et sociale; l'accusation plus générale, et martelée tout au long de son intervention télévisée, de l'affaiblissement de l'Etat, de l'absence de volonté politique, dont Lionel Jospin serait, à ses yeux, responsable et coupable; l'allusion, nettement plus voilée, à la culture trotskiste du premier ministre.

Lorsqu'il était officiellement entré en campagne, le 22 mars 1988, en répondant à une question sur sa candidature dans le journal télévisé de France 2, François Mitterrand avait stupéfié tout le monde en accusant les "bandes", les "clans" et les "factions" de l'Etat RPR, dont le premier ministre de l'époque, Jacques Chirac, était le chef. L'actuel président de la République a manifestement retenu la leçon de son prédécesseur et trouvé son angle d'attaque. Près de dix fois, il a répété que "la volonté manque et l'autorité de l'Etat fait défaut". Avec la même insistance, il a évoqué la "confusion" qui règne, selon lui, partout dans l'Etat, et notamment au sein de l'institution judiciaire.

Suite de l'article du Monde

Par

Publié sur Cafeduweb - Archives le lundi 16 juillet 2001

Consultable en ligne : <http://archives.cafeduweb.com/lire/117-chirac-jospin-vers-combat-sans-merci.html>